

L'avis de Charles Guyot sur l'usufruit de certains boisements résineux

La situation paradoxale résultant de la législation du Code Civil en matière d'usufruit de forêt, a déjà été étudiée par de nombreux forestiers, notamment MEAUME, ROUSSET, CHANCEREL et GUYOT.

Nous la résumons : au temps du Code Civil, les arbres de futaie étaient généralement considérés comme un capital et le revenu de la forêt était plutôt constitué par les produits du taillis. C'est en effet l'époque où le bois de feu constituait quasiment l'unique combustible industriel et domestique, où le stère se vendait le même prix que le quintal de blé...

Sauf en cas de coupes réglées, c'est-à-dire lorsque le propriétaire avait incontestablement affecté sa forêt à la production de bois d'œuvre, une sorte de présomption légale réputait les arbres de futaie comme des réserves de capital.

Le résultat est souvent lamentable, puisque l'inexploitation d'arbres de futaie peut devenir une erreur sylvicole. Par exemple, en cas de peuplements trop serrés, d'invasion d'insectes, d'arbres dépérissants, etc..., une paradoxale opposition entre l'obligation de l'usufruitier de jouir en bon père de famille et l'interdiction de couper un arbre de futaie.

C'est pourquoi en Belgique, des forestiers avertis cherchent à modifier les dispositions du Code Civil qui sont applicables dans ces anciens départements français.

Mais déjà les juristes avaient exercé leur adresse pour tourner ce que la loi avait de trop rigoureux. CHANCEREL, notamment, avait proposé des conceptions que la jurisprudence n'a pas adoptées.

C'est dans cet ordre d'idées que nous avons retrouvé dans les archives d'un propriétaire forestier une consultation donnée par GUYOT en février 1921, que nous reproduisons ci-dessous à titre de curiosité.

Le savant juriste forestier y fait preuve en effet d'une imagination très adroite, le « *distingo* » entre les résineux qui, pouvant être exploités à courte révolution, ne constitueraient plus des arbres de futaie au sens du Code Civil et les résineux susceptibles de se régénérer par semence ne manque pas de subtilité.

GUYOT ne paraît cependant pas être absolument convaincu de sa manière de voir ; puisqu'il insiste pour préférer une solution amiable à l'application du principe exposé. Nous partageons vo-

lontiers son avis sur ce dernier point (Cf. *Revue Forestière Française*, n° 9, septembre 1953).

On peut toutefois remarquer qu'en droit fiscal, les « peuplements industriels » suivent des règles assez spéciales au point de vue des impôts, et la jurisprudence du Conseil d'Etat a eu l'occasion de suivre, sans le savoir, le « *distingo* » de GUYOT. Mais les disciplines de ces deux branches du droit restent traditionnellement indépendantes.

Quoi qu'il en soit, il ne semble pas que la jurisprudence civile, du moins à notre connaissance, ait suivi GUYOT dans la voie qu'esquisse la consultation ci-dessous.

Ce n'est donc que comme un exemple de raisonnement juridique quelque peu casuistique que l'avis ci-dessous a de l'intérêt.

Mais qu'il nous soit permis de souhaiter que cette anachronique législation de l'usufruitier forestier soit modifiée un jour prochain.

O. de GRANDCOURT.

Consultation de M. GUYOT

Il s'agit d'un massif de résineux, pins sylvestres et pins noirs d'Autriche, plantés vers 1875, qui n'a pas été aménagé par le précédent propriétaire, dans lequel il n'y a eu ni éclaircies régulières, ni coupes réglées. Seulement, il y a cinq ans, il a été fait une éclaircie, à la suite de laquelle des dégâts d'insectes ayant été constatés, plusieurs coupes à blanc étoc ont été effectuées.

On demande: à qui les prix de vente de ces coupes doivent être attribués? Qui devra bénéficier (du nu-propriétaire ou de l'usufruitier) de l'enlèvement des bois morts ou dépérissants, ainsi que du produit des éclaircies qui, dans la suite, devront être pratiquées.

Les droits respectifs de l'usufruitier et du nu-propriétaire dans une forêt sont établis, d'abord conformément aux principes généraux du Code Civil; puis, dans trois cas particuliers, par les articles 590 à 593 de ce Code. Ces cas particuliers sont ceux d'une forêt en taillis simple, ou en taillis composé (taillis sous-futaie) ou en massif de haute futaie. Les plantations dont il s'agit étant formées de résineux, ne peuvent être considérées ni comme des taillis simples, ni comme des taillis composés. Reste à savoir si l'on doit les assimiler à des massifs de haute futaie?

Ce sont des arbres d'environ 45 ans d'âge qui ne paraissent pas destinés à une grande longévité, très analogue sans doute à ceux qui, dans d'autres régions, sont utilisés soit pour des étais de mines, soit pour de la pâte à papier ou d'autres usages semblables. Il doit exister dans le pays des massifs de ce genre, et il est à présumer que l'auteur de ces plantations avait l'intention de les utiliser de la même manière qu'il voyait le faire autour de lui. En effet, en cas de doute sur l'attribution au point de vue juridique que comporteraient de tels peuplements, c'est l'intention du propriétaire présumé qui doit être invoquée, et si cette intention ne s'est pas clairement manifestée, c'est aux habitudes locales que l'on doit avoir recours. Dans l'espèce, il semble bien que ces bois doivent être exploités à de courtes révolutions, coupés à blanc étoc, puis remplacés par des plantations du même genre. Il est peu probable qu'on puisse les conserver, au moyen d'éclaircies successives, jusqu'à en tirer des bois de fortes dimensions, susceptibles de se régénérer par la semence, entièrement ou partiellement.

Mais comme il s'agit d'une appréciation de fait pour laquelle nous pouvons nous tromper, nous devons envisager les deux hypothèses possibles, afin de déduire, pour chacune d'elles les droits respectifs de l'usufruitier et du nu-propriétaire.

1^{re} hypothèse. — Ces plantations de résineux sont assimilables à des massifs de haute futaie, sinon pour le présent, du moins d'après les intentions du propriétaire précédent et conformément aux habitudes locales. Ce propriétaire n'y avait pas établi de coupes réglées, pouvant faire présumer sa volonté de faire tomber dans son revenu le produit des exploitations.

En admettant qu'il en soit ainsi, la conséquence juridique est fort claire; d'après l'art. 592, l'usufruitier « ne peut toucher aux bois de haute futaie ». Il n'a donc aucun droit au produit des coupes ou des exploitations quelconques, nécessaires ou non d'après l'état du massif, qui seraient pratiquées dans la forêt. Mais il ne peut s'opposer à ces exploitations, toutes les fois qu'elles sont jugées utiles: alors le nu-propriétaire a le droit d'intervenir, d'asseoir les coupes, soit d'éclaircies, soit d'extractions, soit même à blanc étoc, et de s'en approprier exclusivement les produits. C'est une situation évidemment très dure pour l'usufruitier; mais tel est le résultat de cette conception du Code Civil qui assimile à un capital les bois de haute futaie.

2^e hypothèse. — Les plantations dont il s'agit ne sont pas des massifs de haute futaie; ce sont des peuplements *sui generis* qui ne rentrent dans aucun des trois cas envisagés aux art. 590 et suivants du Code Civil. Alors, les droits des parties doivent s'établir suivant les règles générales de l'usufruit.

Ces règles peuvent se résumer ainsi : « l'usufruitier doit jouir en bon père de famille, agir comme l'eût fait à sa place le propriétaire précédent; mais il doit rendre, à la fin de sa jouissance l'immeuble autant que possible dans le même état et avec la même valeur que lorsque a commencé la jouissance; et s'il agit différemment, le nu-propriétaire peut lui réclamer une indemnité.

En application de ces principes, nous dirons que, dans la forêt envisagée, il appartient à l'usufruitier de faire toutes les coupes nécessaires ou utiles: éclaircies, enlèvement de bois morts ou déperissants, et même réalisation de matériel, entière ou partielle pour les bois arrivés à leur âge d'exploitabilité, eu égard à leur nature et aux habitudes locales. Non seulement l'usufruitier a le droit de faire ces exploitations, mais même il a l'obligation d'agir ainsi, sans quoi le nu-propriétaire pourrait lui reprocher de n'avoir pas usé de la chose comme le comportaient sa nature et les exigences du peuplement. De toutes ces coupes l'usufruitier s'appropriera les produits; il encaissera notamment le prix des ventes. En revanche, il supportera les dépenses nécessaires à la régénération de la forêt au moyen de plantations nouvelles, faites en temps utile et avec des essences convenables. Enfin, lors de la cessation de l'usufruit, si comme il est probable le massif reconstruit est d'une valeur moindre, comme matériel sur pied, que celui qui existait lors de son entrée en jouissance, l'usufruitier (ou sa succession) devra au nu-propriétaire une indemnité correspondant à cette différence de valeur.

Ainsi, supposons que, lors de son entrée en jouissance, l'usufruitier a trouvé un massif âgé de 25 ans: il a exploité ce massif parce que cette exploitation était devenue nécessaire (invasion d'insectes xylophages), ou bien parce que, d'après les habitudes locales, ces bois étaient arrivés à leur âge d'exploitabilité. Il a ensuite reboisé, et à son décès le nu-propriétaire reprend un jeune massif âgé de 10 ans seulement. Il est possible théoriquement et pratiquement d'estimer à ce moment la différence de valeur de ces deux massifs: c'est cette différence qui constituera l'indemnité due par l'usufruitier (ou sa succession) au nu-propriétaire.

Dans ce qui précède, nous avons appliqué à la forêt dont il s'agit les conséquences rigoureuses du droit civil, pour l'une et pour l'autre des deux hypothèses prévues, sans dissimuler que c'est la seconde qui me paraît répon-

dre le mieux à la réalité des faits. Nous n'avons pas voulu tenir compte des relations qui existent entre les parties (une belle-mère usufruitière, et un gendre nu-propriétaire) et qui peuvent commander une atténuation volontaire des principes énoncés. Evidemment le mieux serait d'arriver à une entente amiable au sujet des exploitations reconnues nécessaires et peut-être un partage de produits dans une proportion à déterminer? Il nous suffit de faire entrevoir une solution de ce genre, sans qu'il soit besoin d'insister davantage.

Ch. GUYOT.

Exposition Internationale de « Chasse et Pêche Sportive »

Une Exposition Internationale de Chasse et Pêche sportive aura lieu du 16 au 31 octobre 1954 à Dusseldorf avec le concours de plus de vingt nations.

La France présentera pour la Chasse une section historique, une section de la Métropole et une section coloniale et pour la Pêche un pavillon très complet.

Des films seront présentés par diverses nations au cinéma de l'Exposition.

Le « Commonwealth forestry bureau » nous communique :

« *Forestry abstracts* », publication trimestrielle sur la littérature forestière mondiale. Par an, Prix 60 sh.

« *Forest products and utilization abstracts* », tirés à part des articles de *Forestry abstracts* concernant les produits forestiers et leur emploi. Paraît 4 fois par an. Prix 20 sh.

« *Guide pour l'emploi des Forest abstracts* ». Prix 5 sh.

« *Le système de classification d'Oxford pour les sciences forestières* ». Prix 10 sh.

S'adresser : Commonwealth Agricultural Bureaux, Central Sales Branch, Farnham Royal, Bucks, Angleterre.